

**Intervention de Bernard Saincy (CGT France)
Groupe des travailleurs (Confédération Syndicale Internationale)**

**La situation régionale agricole de l'Europe et l'Amérique du Nord
(room 2, 15h-16h30)**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les délégués,

Permettez-moi d'intervenir dans le débat de cet après-midi sur 2 questions particulières :

- les conditions sociales, la protection de la santé des travailleurs agricoles salariés en Europe et en Amérique du Nord
- le rôle et la responsabilité des politiques agressives d'exportations agricoles des pays développés dans la dégradation de l'environnement et la hausse des prix des produits agricoles.

Sur la première question, je voudrais souligner l'obstacle majeur que constitue la situation désastreuse des travailleurs salariés du secteur agricole. En Europe et en Amérique du Nord, ces salariés font partie de ceux qui sont les plus précarisés, les moins couverts socialement et les plus exposés aux maladies professionnelles. Ce sont souvent des travailleurs migrants dont le suivi social - et notamment le suivi médical- n'est pas ou peu organisé alors qu'ils sont très souvent les premières victimes des conséquences de l'agriculture intensive, notamment par leur exposition intense aux pesticides et autres produits phytosanitaires. Il y a donc une urgence à développer la protection de ces salariés, c'est-à-dire promouvoir, en Europe et en Amérique du Nord aussi, le travail décent comme le préconise l'OIT.

Dans les pays ECE (Europe et Amérique du Nord), le secteur agroalimentaire est un secteur puissant et potentiellement créateur d'emplois. Il faut pour cela

négoier l'amélioration des conditions sociales des travailleurs avec leurs organisations syndicales. Il faut également négocier avec les organisations syndicales et les autres « parties prenantes » les transitions sociales et environnementales permettant de passer d'une agriculture intensive et à très fort intrant chimique à une agriculture performante mais aussi durable, créatrice d'emplois qualifiés et participant notamment à la restauration des écosystèmes. En Europe centrale où les transitions économiques ne sont pas toujours achevées et où l'émigration rurale est parfois encore forte, la négociation en parallèle des transitions sociales et environnementales est d'autant plus nécessaire.

Le groupe des travailleurs souhaite insister également sur la nécessité de développer la formation des travailleurs agricoles et la recherche agricole. Celle-ci devrait par ailleurs donner lieu à des transferts technologiques vers les pays les moins avancés et les plus directement victime de la crise alimentaire.

Sur la deuxième question, je voudrais mettre en exergue les conséquences désastreuses des politiques agressives d'exportation agricole de l'Europe et de l'Amérique du Nord sur l'environnement de ces pays mais aussi sur les autres parties du monde où elles contribuent à la désagrégation des agricultures locales notamment dans les pays les moins développés.

Du fait de leur puissance, les agricultures et les firmes multinationales de l'agroalimentaire européennes et nord américaines sont aujourd'hui des acteurs importants dans la hausse des produits agricoles à l'origine de la crise alimentaire actuelle. Ceci doit être corrigé.

Au contraire, l'Europe et l'Amérique du Nord disposent de leviers -que la CSD pourrait préciser lors de cette 16^{ème} session – pour réduire la crise alimentaire. Parmi ceux-ci, la mise à contribution en urgence des stocks alimentaires et agricoles disponibles dans les pays européens et nord américains pourrait endiguer la hausse des prix actuels qui est incompatible avec une agriculture durable ayant vocation à satisfaire aux besoins alimentaires croissants de la population mondiale. Parce qu'elles ont une responsabilité dans la situation alimentaire actuelle, l'Europe et l'Amérique du Nord ont un rôle majeur à jouer pour améliorer l'efficacité des marchés agricoles mondiaux, leur transparence, leur contrôle, leur gouvernance et leur régulation.

De la même façon, il paraît tout à fait urgent de reconsidérer en Europe et surtout en Amérique du Nord les politiques de développement et de subventionnement des agro carburants (notamment de 1ère génération) qui contribuent à l'aggravation de la crise alimentaire par la hausse des prix agricoles qu'ils entraînent. Cette reconsidération est d'autant plus nécessaire que les agro carburants ont un impact négatif sur l'environnement et sur l'emploi.

Je vous remercie de votre attention.